

## **Chapitre 5 : DU DESEQUILIBRE SPATIAL A LA DESORGANISATION FONCTIONNELLE**

### **I - DU DECLIN DU KSAR A UNE HIERARCHIE INTRA-URBAINE REMANIEE**

#### **I.1 - Une répartition inégale des populations**

La géographie du développement urbain de Nouakchott (effectuée dans la 2 ème partie), a révélé la constitution d'un tissu urbain horizontal et éclaté. On peut aujourd'hui distinguer quatre secteurs géographiques autour desquels se structure l'espace nouakchottois.

\* La ville centre, qui regroupe les quartiers de "capitale" : la médina, la zone administrative et les quartiers résidentiels de Tevragh-Zeïna, îlot K, îlot O et îlot M;

\* La ville nord-est, regroupant les quartiers du Ksar et de Teyarett, jusqu'aux kébbé de Teyarett et de Dar es Salam;

\* La ville sud-ouest, regroupant les quartiers de Sebkha, Elmina ainsi que les résidus de leurs kébbé respectifs;

La ville Est, qui regroupe les zones de Tensoueiloum, Bouhdida et Toujounine.

Pour ces quatres zones géographiques, la distribution démographique s'établit de 1975 à 1988 comme suit :

Tableau n°18 : Répartition géographique de la population (en milliers)

	1975		1981		1988	
	population	%	population	%	population	%
Centre	20	19,2	45	20,6	75	19,4
Nord-Est	51	49	58	26,6	90	23,3
Sud-Ouest	31	29,8	105	48,2	162	41,9
Est	2	2	10	4,6	60	15,4
Totaux	104	100	218	100	387	100

Source : SAFEGER, plan d'assainissement de Nouakchott, 1988

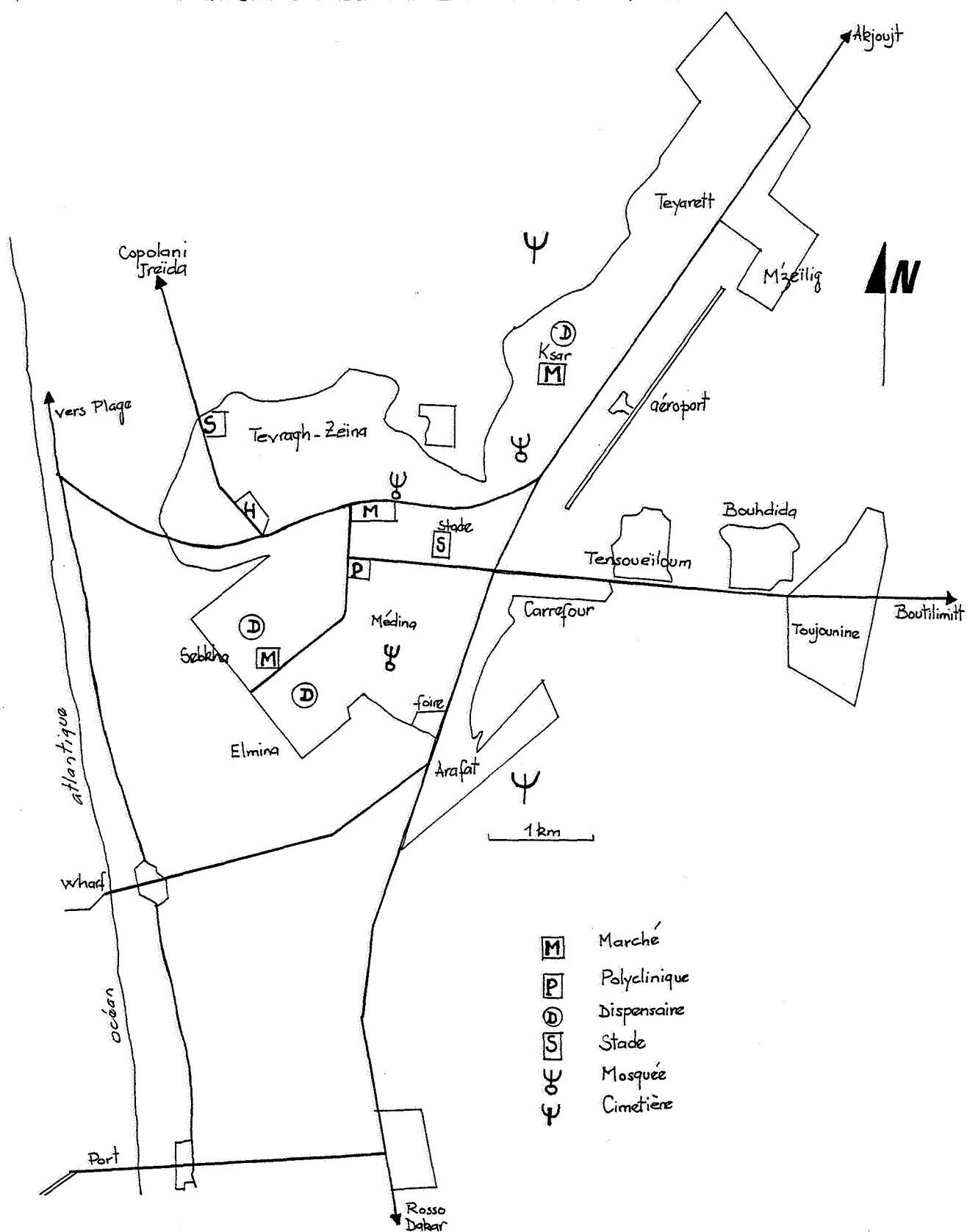
La lecture de ce tableau nécessite au préalable une précision. Hormis les quartiers centraux, où il ne subsiste (en dehors de la poche d'habitat spontané située au sud de la mosquée marocaine) plus d'habitat illégal, nous n'avons pas procédé à une distinction entre les différents types d'habitat. Seuls ont été considérés, les volumes de populations installées sur les différentes zones et qui traduisent quelque part, le poids du secteur géographique qui les accueille dans l'agglomération.

Cette remarque prise en compte, on comprend alors la primauté dès 1981 des quartiers sud-ouest où étaient localisés les premiers bidonvilles. Ce sont eux également qui accueillent à partir de 1974, avec la zone nord-est, les premiers lotissements évolutifs destinés à résorber les immenses bidonvilles qui ceinturaient la ville. Même si l'on note une progression étonnante dans la part de populations qu'ils abritent : plus de 54% entre 1981 et 1988, ils se situent en valeur relative loin derrière la zone Est qui elle, affiche en 1988, une croissance de 500% qui l'a fait passer de 10 000 à 60 000 habitants entre ces deux dates. Cela s'explique par l'ouverture tardive de cette partie de la ville aux constructions et la certitude désormais acquise des populations que c'est dans cette direction que s'effectueront tous les recasements. Cela a du reste été confirmé par la réorganisation spatiale de 1988 qui a vu y arriver les "déguerpis" de Sebkha et d'Elmina.

Au-delà de cet aspect démographique, ce tableau révèle une dynamique des populations qui esquisse une nouvelle redistribution intra-urbaine. Jusqu'en 1975 en effet, et un peu après, la croissance de l'agglomération était surtout visible à travers les extensions des deux pôles nord-est (Ksar) et centre ("capitale"). Les contraintes d'évolution interne ont conduit au développement du bâti dans ces deux secteurs, pivots d'une structure bipolaire affirmée. Les quartiers sud-ouest, avec un volume de 30 000 habitants ne regroupent à cette époque qu'une majorité d'habitats précaires où s'entassent les populations les plus démunies.

Avec le début des années 1980, apparaît une nouvelle distribution des populations. Entre 1975 et 1981, tous les secteurs de la ville ont gagné en effectifs dans des proportions certes inégales, mais visibles à travers des volumes jusque là inconnus. Ceux-ci privilégièrent désormais une zone sud-ouest, ouverte dès 1974 à l'urbanisation et dont les réalisations, amorcées à cette date, se poursuivront à un rythme soutenu pendant près de dix ans. La fin des années 1980 confirmera cette tendance et verra s'accentuer le gonflement des quartiers sud-ouest, au point d'aboutir aujourd'hui à la modification radicale d'une hiérarchie intra-urbaine longtemps établie. Pourtant, malgré cette nouvelle donne, la presque totalité des équipements structurants reste concentrée dans une zone centrale qui n'abrite seulement qu'un peu plus de 20% de la population totale de la ville.

## PRINCIPAUX EQUIPEMENTS STRUCTURANTS



- |     |              |
|-----|--------------|
| [M] | Marché       |
| [P] | Polyclinique |
| [D] | Dispensaire  |
| [S] | Stade        |
| [M] | Mosquée      |
| [C] | Cimetière    |

## I.2 - La disparité dans la distribution des équipements structurants

La carte de la distribution spatiale des équipements montre une concentration étonnante au nord d'un axe nord-est/sud-ouest, correspondant sensiblement à la limite sud des quartiers anciens. Au-delà, en direction de l'Est, nulle trace de ces mêmes équipements sur des espaces accueillant pourtant aujourd'hui plus de 15% de la population de la ville, c'est à dire légèrement moins que l'ensemble des quartiers centraux réunis.

Si jusqu'à présent on déplore l'arrivée tardive des équipements dans les zones anciennement ouvertes à l'urbanisation (Sebkha, Elmina et Teyarett), l'émettement et la discontinuité de l'occupation à l'Est de la ville freine encore ici leur implantation. Les retards volontaires constatés au début des régularisations d'occupations illégales (1981) et tendant à réduire l'attrait de sites géographiquement éloignés du centre-ville, se prolongent et installent ces quartiers dans une dépendance totale. On est frappé dans ce pays à forte tradition islamique, de voir des espaces "découpés" et distribués, sans qu'au préalable ait été prévu, voire aménagé un bout de terrain qui remplirait ne serait-ce que temporairement le rôle d'espace communautaire : exemple un lieu de prière, en attendant la construction d'une petite mosquée.

La petite histoire des premiers lotissements de recasement du sud-ouest nous rappelle qu'il n'a pas fallu moins de six ans (entre 1974 et 1980) aux autorités pour entreprendre la construction de deux petites mosquées de quartiers, aujourd'hui encore abandonnées à l'état provisoire. De la même façon, la

spontanéité des regroupements et la revendication persistante des populations pour des espaces commerciaux organisés, ont abouti en 1984 à l'installation d'un équipement commercial, en passe à l'heure actuelle de rayonner sur la totalité de l'agglomération.

### I.3 - Le rôle polarisant des grands souks

Avec 51 000 habitants en 1975, le pôle nord-est s'affirme à l'époque comme une zone d'attraction privilégiée des populations arrivant à Nouakchott. Mais à travers ce chiffre, se dissimule une forte disparité des types d'habitations, puisque seules 15 000 à 20 000 personnes, soit environ 40% occupent un habitat en dur légalement construit. Au contraire de la médina qui accueillait une population à majorité noire, ici, ce sont les populations maures qui dominent et parmi elles, celles originaires de l'Adrar et du Trarza (J.R. Pitte, 1977).

Le regroupement de ces populations dans ce quartier, longtemps resté traditionnel, s'est effectué au point d'imprimer au paysage, une marque singulière. De minuscules maisons aux petites fenêtres basses, s'alignent sur des ruelles sablonneuses. Au milieu des cours, sont souvent plantées les tentes (particulièrement adaptées à cet environnement chaud et sec) que l'on ne quitte qu'en cas de fortes intempéries. Toute la vie de ce quartier se déroulait autour du marché, le plus ancien de la ville, puisqu'il date de la reconstruction du Ksar en 1951.

Jean Robert Pitte notait d'ailleurs sa ressemblance étonnante avec ceux des petites villes de l'intérieur du pays : "...Il ressemble à s'y méprendre à celui de Boutilimit ou d'Atar..., les

échoppes y sont très resserrées et les boutiques de commerçants, bien qu'exiguës, sont remplies de marchandises...". C'est pourquoi, malgré le développement du marché de la capitale, celui du Ksar a continué à jouer un rôle important dans le ravitaillement des populations de Nouakchott.

On y trouvait toutes sortes de produits, à l'exception des produits frais qui n'étaient commercialisés qu'en petites quantités. Cela réduisait considérablement les déplacements vers la capitale, où les ménagères ne se rendaient qu'une à deux fois par semaine pour s'approvisionner en poisson et en légumes frais. Au contraire, des flux importants étaient observés en sens inverse (capitale-Ksar), compte tenu des commodités qu'offrait ce marché et des habitudes établies par une fréquentation régulière. Son caractère traditionnel qui procédait à un regroupement corporatif des commerces, constituait un avantage certain du fait des multiples choix offerts. Même si la hiérarchisation ne correspondait qu'à un stade moins élaboré de ce qui est constaté dans les souks maghrébins, elle était ici, plus affirmée qu'ailleurs, où l'organisation des commerces reposait sur une structuration hiérarchique plus élémentaire.

De plus, la localisation diffuse des marchés de la capitale, ainsi que leur spécialisation (marché de vaisselle, marché au charbon, marché au poisson) tendaient à favoriser les déplacements au Ksar. De sorte que pendant longtemps, l'assurance d'un ravitaillement rapide, lié à l'existence et la permanence de commerces en tout genres, a fait du Ksar, "l'un des centres les plus vivants de toute la ville".

Mais, à partir du début des années 1980, avec le développement spectaculaire des quartiers sud-ouest, on assiste petit à petit à l'effritement du rôle (surtout économique) occupé par le Ksar au sein de l'agglomération. De 49% en 1975, le poids

démographique du pôle nord-est qui contient le Ksar est tombé à 26% en 1981 et s'établit à 23% en 1988. Au cours de la même période, les quartiers sud-ouest qui ne comprenaient jusqu'en 1974 qu'un amas de constructions illégales, accueillent à partir de 1975 des habitations qui verront s'installer plus du tiers de la population de Nouakchott dans cette zone, en 1988.

Cette concentration qui s'est effectuée, non pas au détriment de la zone nord-est, qui dans le même temps a vu croître sa population, a abouti à un remaniement des structures intra-urbaines. Les noeuds de vitalité de l'agglomération qui allaient du nord-est au sud-ouest, en passant par la capitale, ont subi un renversement qui donne aujourd'hui la priorité à cet ensemble sud-ouest. Même si l'on remarque d'une part une déficience dans la desserte de ces quartiers par les différents réseaux collectifs et d'autre part, un retard considérable dans l'arrivée des équipements, cette zone semble désormais occuper une place préminente dans l'agglomération, grâce notamment à l'essor des activités du souk de Sebkha. A l'importance démographique de ce secteur géographique, s'ajoute celle grandissante de ce souk dont le rayonnement sur l'ensemble de la ville s'affirme jour après jour.

De moins de 300, un an après son ouverture en 1984, les commerces qu'il abrite atteignent aujourd'hui plus de 1500, à tel point qu'il est en passe de supplanter le grand souk de la capitale. Même si la nature des commerces diffère peu d'un marché à un autre (en dehors naturellement des marchés spécialisés), l'implantation à Sebkha, au cœur d'une zone densément peuplée, justifie largement le bouleversement hiérarchique survenu. A l'affluence des commerces, toujours à la recherche d'une clientèle plus abondante, a suivi celle des Nouakchottois qui bénéficient ici d'un gain de temps appréciable par rapport à un ravitaillement au Ksar. Les signes du déclin du souk du Ksar n'ont du reste pas tardé à apparaître, puisque dès 1985, une vingtaine de commerces le

quittaient pour une installation nouvelle au souk de Sebkha. En Août 1992, leur nombre atteignait 70 tandis que 45 autres, spécialisés ceux-là (bois, quincaillerie, articles ménagers...) et anciennement localisés au souk de la capitale, le regagnaient.

L'attrait exercé par cet équipement commercial ne s'est pas seulement limité aux commerces des autres souks. En effet, le long de l'axe bitumé reliant la capitale à Sebkha, et à hauteur du cinéma Elfath, se sont installés une dizaine de dépôts-ventes de pièces détachées, tous en provenance du Ksar. Plus loin, sur le même axe, à 200 ou 300 mètres du terminus des minibus, on retrouve, installé à même le sol, tout un chapelet d'étals de voiles teints, tenus exclusivement par des femmes. Sur le trottoir d'en face, siègent les étals de tabac et les omniprésents commerces alimentaires, eux-aussi tenus par des femmes et en provenance du marché de la capitale. Pour ceux-ci, comme pour tous les autres, la permanence d'une foule d'acheteurs potentiels semble seule avoir guidé la décision d'une délocalisation. On s'aperçoit alors qu'avec la modification de la distribution spatiale des populations s'opère également une redistribution des lieux d'activités, compte tenu des possibilités réduites d'insertion professionnelle à Nouakchott.

## II - LA STRUCTURE DE L'EMPLOI

*"Une des caractéristiques fondamentales du sous-développement, est l'ampleur et la diversité des formes de sous-emploi, la relation mal définie entre le travail et le non-travail, les implications que la confusion des rôles ne peut manquer d'exercer sur l'activité jusqu'à en altérer la signification".(1)*

Cette problématique de l'emploi a alimenté de longs débats, souvent fastidieux à propos des concepts de chômage, chômage déguisé et de sous-emploi applicables dans les pays en voie de développement. La Mauritanie des villes n'échappe pas à cette situation ambiguë de l'activité et aux problèmes qui découlent quant aux définitions utilisées pour distinguer emploi, sous-emploi et chômage. Ainsi, l'adoption de nomenclatures forgées dans des contextes socio-économiques différents, a souvent conduit au regroupement d'activités hétérogènes dans une même branche, à des représentations biaisées des réalités dont il est question.

Les définitions retenues et se conformant aux recommandations des Nations Unies, définissent la population active comme l'ensemble des personnes des deux sexes qui fournissent la main-d'œuvre nécessaire pour la production des biens et des services, pendant la période de référence choisie pour le recensement. Ainsi, l'ensemble de la population se ventile en deux groupes : les actifs et les non-actifs.

---

(1) : Escalier R. " citadins et espaces urbains au Maroc", 2 tomes, CNRS, université de Tours 1981 p. 287.

Parmi les actifs, on distingue :

\* les actifs occupés : c'est l'ensemble des personnes qui travaillent au moment du recensement et dont l'âge est au moins égal à 15 ans;

\* les actifs au chômage : ils comprennent toutes les personnes qui sont en âge de travailler et qui, au moment du recensement ne travaillent pas et recherchent un emploi.

La population inactive comprend toutes les personnes qui, au moment du recensement, ne travaillent pas et ne recherchent pas d'emploi : écoliers ou étudiants, femmes au foyer, retraités, vieillards, infirmes etc...

Les statistiques disponibles sur la situation de l'emploi à Nouakchott se limitent strictement à celles fournies par le recensement de 1975 dont les résultats ont été publiés en 1977 ! Compte tenu des changements importants qui étaient en cours à cette époque, il ne fait aucun doute que les indications (à fortiori, les chiffres) qu'elles établissaient, ne reflètent plus la situation actuelle de l'emploi à Nouakchott.

C'est pourquoi, nous ne les mentionnerons que dans le but d'observer l'évolution intervenue depuis lors, en les comparant à des estimations plus récentes, mais non moins anciennes. Celles-ci datent en effet de 1986 et proviennent des études réalisées par la SAFEGE, dans le cadre d'un plan directeur d'assainissement pour la ville de Nouakchott. Combinés avec les premiers, ces deux séries de mesures permettront de donner un aperçu général de la question de l'emploi que nous apprécierons de façon plus complète à travers l'analyse des activités dans la médina.

## II.1 - Un niveau d'activité des populations encore très faible

D'après le recensement général de la population, en 1977, la population active de Nouakchott représentait 67% de la population totale, soit 90 251 personnes; la population réellement occupée, 28%, soit 37 717 personnes. Ce même recensement estimait le nombre de chômeurs à 25% de la population d'âge actif et recherchant un emploi, soit environ 13000 personnes.

Dix années plus tard, soit en 1986, l'enquête de la SAGEGE montrait une diminution du taux de chômage qui ne concerneait plus que 20% des chefs de ménages. Même si on note une certaine amélioration, celle-ci n'a eu d'effet que sur la seule composante masculine, car près de 80% des mères de familles sont toujours recensées inactives, comme elles l'étaient dix ans auparavant. Cela relève à notre sens d'une aberration. Car, continuer à considérer la femme au foyer (et quel foyer, dans la mesure où six personnes composent en moyenne le ménage de Nouakchott) comme inactive, revient à occulter le rôle prépondérant qui lui revient, dans la division des tâches entre sexes.

Nous sommes conscients du rôle qui est dévolu à la femme dans notre société. Mais quand bien même elle peine à trouver sa véritable place dans nos villes, cantonnée qu'elle est dans son rôle de procréation, se résoudra-t-on à abandonner cette vision qui consiste à l'exclure de ce que l'on considère comme l'activité ? cela au moment même, où, sous l'effet de la précarité de l'existence urbaine, et notamment pour essayer de grossir les budgets familiaux en perpétuel déficit, beaucoup d'entre-elles s'adonnent à une petite

activité, soit à domicile, soit sur les marchés où elles sont de plus en plus présentes.

Cependant, cette disparité du taux d'activité entre sexes ne doit pas voiler celle existant entre homme selon leurs lieux de résidence. Déjà en 1982, Flavien Bourrat notait des écarts importants entre les lotissements évolutifs de Sebkha et d'Elmina, le Ksar et les quartiers centraux de la capitale. De 1,2 actifs par ménage en moyenne dans les premiers, on arrivait à 2 actifs en moyenne dans les quartiers du Ksar et de "capitale". Nos propres estimations pour la médina et Elmina corroborent encore aujourd'hui ces écarts et confirment la répartition inégale des actifs à travers les quartiers de Nouakchott. La présence d'au moins un actif permanent dans chaque ménage de ces zones, contraste avec la situation dans les quartiers résidentiels : 2 actifs permanents en moyenne par ménage, ou encore celle vécue par les ménages des kébbé qui ne survivent que grâce à des revenus épisodiques et aléatoires.

On retrouve à travers ces indications, l'importance que revêt la présence d'un actif dans le ménage, tant les écarts relevés reflètent la stratification sociale. Les histoires différentes de quartiers aux contenus dissemblables, peuvent-elles aboutir à une homogénéité des situations face à l'emploi ? Assurément non, et ce d'autant que l'occupation stable d'un emploi est ici plus liée aux opportunités qu'offre l'administration, qu'aux besoins exprimés par un secteur productif qui tarde à "décoller".

## II.2 - Importance du salariat et faiblesse du secteur productif

Parmi les 37 717 actifs recensés en 1977, 49,5% étaient salariés, dont plus de 30% employés par les services de l'Etat. Lorsqu'on prend en compte les effectifs de l'éducation nationale, des forces armées, de la gendarmerie et de la police, ce pourcentage s'élève à près de 40%, soit environ 15 000 personnes. En 1981, cette même administration publique employait 10 617 personnes, à l'exclusion des forces armées. 207 entreprises, dont 36 établissements publics employaient 4 743 personnes et 171 établissements du secteur privé, 7 152 personnes. Au total, les professions salariées occupaient donc 22 512 personnes en 1981, contre 18 670 en 1977, soit une progression annuelle de l'ordre de 6% pendant cette période.

Cette progression des emplois salariés s'observe également à travers les estimations de la SAFEGE, qui ressortent la prépondérance des emplois salariés, et parmi eux, ceux relevant de l'administration publique. En 1986, ils représentent plus de 42% des effectifs de salariés, confirmant ainsi le rôle joué par l'Etat comme premier pourvoyeur d'emplois salariés. Ces chiffres qui paraissent énormes et témoignent de la sureprésentation de la fonction publique, constatent en même temps, le niveau encore très faible des emplois productifs. La fragilité d'un secteur privé embryonnaire accroît la demande pour les emplois administratifs, malgré un niveau de rémunération sensiblement équivalent.

**Salaires comparés entre secteurs public et privé  
(en UM/mois)**

	<b>Public</b>	<b>Privé</b>
ouvrier	7 000	5 à 8 000
chauffeur	12 000	8 000 à 10 000
sécrétaire, dactylo	15 000	12 000 à 16 000
sécrétaire de direction comptable	22 000	18 000 à 25 000
instituteur	19 000	15 000 à 25 000
professeur de collège	25 000	22 000 à 30 000
professeur de lycée	28 000	25 000 à 35 000

\* Pour indication, en 1993, un kilogramme de viande de boeuf coûte 250 UM, un kilogramme de riz, 60 UM et la location de deux pièces en médina, de 5000 à 6000 UM.

En 1977, seul un actif sur quatre est employé par ce secteur, dont près de la moitié dans l'unique branche des Bâtiments et Travaux Publics. Celle-ci a constitué jusqu'à l'aube des années 1980, une importante source de création d'emplois, à travers la multiplication des créations d'entreprises de construction.

Le nombre d'emplois créés par ce secteur a augmenté jusqu'à atteindre 2 600 en 1981, pour ensuite s'effondrer à partir de 1984. Il regroupe aujourd'hui moins d'un millier de salariés, répartis entre une vingtaine d'unités de tâcheronnage, à côté de la

principale entreprise de la place, EGB (Entreprise Générale de Bâtiment) qui emploie 150 personnes.

Outre le ralentissement de l'activité de construction qui explique en grande partie, la baisse des effectifs, le déclin de ce secteur repose également sur l'incapacité des entrepreneurs, à maintenir, surtout en période de difficultés, un fonctionnement correct de leur unité de production. Dans ce sens, on peut regretter la discréption de l'autorité publique qui n'a jamais manifesté, par une quelconque volonté, un soutien à ces nouvelles créations. Aussi, nombreuses sont celles qui tournèrent à perte, avant de disparaître prématurément. Pour ceux des "patrons" qui ont réussi à survivre, grâce notamment à une diversification de leurs activités, la mauvaise gestion des capitaux et l'incapacité de concevoir et de conduire des programmes judicieux d'investissement, les a inévitablement menés à la faillite.

La recherche systématique de gains rapides, dans des "affaires" sans rentabilité aucune ou la dilapidation des ressources dans des achats ou des réalisations de prestige, ont anéanti toute perspective de croissance. Qu'il s'agisse de cette branche d'activité ou plus fréquemment encore des métiers du gros commerce d'import, leurs exploitants offrent aux Nouakchottois, le spectacle des défilés de 4 X 4 Japonaises, de Mercédès ou autre Renault 25, seuls signes de bonne santé, de réussite et de prospérité de l'entreprise.

De fait, malgré l'implantation de petites unités de transformation (savon, ciment, lait et pâtes), le secteur productif nouakchottois reste caractéristique du sous-développement. La faiblesse des potentialités régionales, limite à un niveau très bas, le poids de l'activité industrielle et ne laisse pas entrevoir pour l'avenir, un développement significatif. De sorte que la majorité des emplois occupant les Nouakchottois, pour nombreux et variés qu'ils

soient, relèvent de l'artisanat ou des services. Là aussi, les proportions revenant à chaque branche d'activité restent difficilement quantifiables, compte tenu des classifications souvent adoptées dans les comptages, et qui ne s'accordent que superficiellement à la stratification socio-professionnelle des populations concernées.

Les difficultés rencontrées ici, sont communes à l'ensemble des villes d'Afrique et plus généralement des sociétés en voie de développement, où, à côté du secteur public et para-public, cohabitent et s'imbriquent parfois, deux secteurs économiques : un secteur économique qualifié de "moderne", procurant avec le secteur public, la majorité des emplois salariés, et un secteur "traditionnel" qui regroupe à la fois de petits entrepreneurs, des artisans, des commerçants ainsi qu'une multitude de petits métiers plus communément appelés "emplois informels".

### **III - Un secteur non-structuré omniprésent**

#### **III.1 - Un champ d'application encore ambiguë**

L'inadéquation des activités productrices d'emploi, face à une population active de plus en plus importante, a conduit dans nombre de villes africaines au foisonnement de multiples activités de survie. Parce que ces activités se développent spontanément sans obéir aux règles formelles d'une économie dite moderne (comptabilité rigoureuse, droit spécifique du travail...), plusieurs appellations ont été utilisées pour caractériser leurs formes particulières de naissance, d'existence et de développement.

La première appellation utilisée, est apparue au début des années 1970, à l'occasion du lancement par le Bureau International du Travail, du programme mondial de l'emploi, et regroupait l'ensemble de ces activités dans le concept nouveau de "secteur informel". Depuis, de très nombreuses dénominations ont été proposées, parmi lesquelles : petite production marchande, secteur non-structuré, activités spontanées, économie souterraine, circuit inférieur, tertiaire primitif etc...

Aucune de ces appellations n'échappe à la critique, parce que n'ayant pas permis d'aboutir à une définition claire et simple du phénomène observé. Les critères d'appartenance et les caractéristiques de ces emplois restant mal définis, leur identification demeure complexe et difficilement susceptible d'observations simples. Ces critères se rapportent à la fois :

- au repérage statistique;
- à l'unité de production;
- aux revenus procurés;
- aux méthodes de travail;
- au cadre juridique;
- aux conditions de vie des "entrepreneurs", s'appuient sur la situation du travail dans les pays industrialisés et ne traduisent que les difficultés d'approche d'une réalité toute différente.

En effet, les nombreux débats scientifiques tenus autour de la question (et qui se poursuivent encore aujourd'hui), constatent une évolution considérable dans l'approche de ces activités. Celles-ci qui étaient souvent considérées comme subalternes et même parfois inutiles, ont désormais vu reconnaître leurs capacités d'absorption et de formation d'une main-d'œuvre importante, en même temps que disparaissent l'appréhension négative et la croyance d'une existence temporaire.

Loin de n'accueillir que les seuls migrants ruraux fraîchement installés en ville, la certitude désormais acquise que ces emplois informels occupent de 1/3 à 2/3 des populations actives et leurs procurent des revenus parfois supérieurs au SMIG, a fait prendre conscience de l'importance économique joué par ce secteur d'activité.

De la petite entreprise, à l'étalage simple installé à même le sol, tous les quartiers de Nouakchott, à l'exception naturellement des zones résidentielles de standing : Tevragh-Zeïna, îlot K, îlot O, connaissent un foisonnement de ce type d'activités. Partout dans les rues, sur les trottoirs et parfois même jusqu'à l'intérieur des habitations, se multiplient les initiatives qui pour certains visent à créer une source de revenus aussi modeste soit-elle, tandis que pour d'autres, elles constituent un complément de revenus souvent nécessaire à l'équilibre du budget familial. Les activités pénètrent le tissu urbain, jusqu'à créer pour certaines d'entre-elles (celles dont l'exercice nécessite de vastes espaces : les ateliers de réparation, les garages automobiles...), une situation de compétition autour de l'espace.

Ainsi, beaucoup sont ceux qui, dans les zones traditionnelles, multiplient les aménagements, qui, un coin de la cour, qui, une pièce de l'habitation pour abriter un petit commerce ou un petit artisanat. En dehors de l'ouverture fréquente d'une pièce sur la rue, il se développe ces dernières années un type spécifique de locaux accueillant généralement de petits commerces. Au moyen d'une fenêtre-comptoir qui ouvre sur l'extérieur, le client peut être servi sans pénétrer dans la maison. La progression de ce type d'aménagement a été telle que l'autorité publique a dû intervenir à la fin de l'année 1992 pour interdire et fermer toutes les ouvertures qui ont envahi l'ensemble des blocs encore résidentiels du centre-ville.

La dissociation ici des fonctions résidentielle, artisanale et commerciale s'oppose à l'imbrication au sein de la médina de ces mêmes fonctions. Elles lui confèrent ainsi un aspect de marché permanent, où chaque individu a quelque chose à vendre ou quelque chose à acheter.

### **III.2 - Typologie des activités de la médina**

L'analyse des activités rencontrées dans la médina nécessite au préalable, une classification par secteurs des unités d'exploitations recensées. La première difficulté à laquelle nous avons été confrontés était liée aux choix des activités à retenir pour conduire notre étude. Pouvions-nous prendre en compte les activités qui trouvent leur existence dans la mobilité ? le choix d'un cadre d'observation, en l'occurrence la médina, bien que fortement visitée par les vendeurs ambulants, nous a conduit à les exclure. La complexité de leurs parcours à travers toute la ville, la nature particulière de cette forme de distribution ne peut avoir comme support d'analyse, qu'un objet privilégiant d'abord les acteurs, au détriment d'un lieu.

C'est pourquoi, nous limitons nos investigations aux seules activités sédentaires, repérables à partir de la rue. Si pour les boutiques de commerçants et les ateliers d'artisans, un seul passage a suffit à les localiser, il en va tout autrement pour les nombreux tabliers et étalages, présents dans le quartier. Pour ceux-là en effet, plusieurs passages, à intervalles irréguliers, ont été nécessaires pour d'abord constater leur permanence, et ne considérer ensuite que ceux parmi eux effectivement sédentaires.

Une autre difficulté à surmonter résidait dans la méthode à adopter pour opérer un classement des activités pertinent. Car, si pour les commerces (spécialisés ou non), il n'existe aucune ambiguïté, il n'en va pas de même pour les unités artisanales, compte tenu de l'imbrication souvent fréquente entre fabrication et prestation de services. Cela est vrai des tailleurs, cordonniers ou encore des menuisiers qui, en dehors des commandes qu'ils reçoivent, exécutent de menus travaux de réparation ou de retouche. Cela nous a conduit à distinguer dans l'artisanat, deux sous-secteurs comprenant d'une part un artisanat de fabrication et d'autre part, un artisanat de services, qui privilégient chacun au sein de l'atelier, l'activité dominante.

Ainsi, l'artisanat de fabrication comprendra, outre les artisanats traditionnels du bois, du métal, du textile et du cuir, toutes les unités de vente d'aliments qui nécessitent au préalable une préparation. On y trouvera donc, les vendeurs de couscous, de beignets, de poisson frit, les restaurants... Quant à l'artisanat de services, il comprendra, outre les divers ateliers de réparation (télévisions, radios, montres, réfrigérateurs...), les garages automobiles, les ateliers de calligraphie, de peinture, plomberie, les secrétariats publics, les standards de musiques, les studios de photographies, les blanchisseries, les ateliers de coiffure etc...

Dans la branche des commerces, nous avons inclu les seules unités assurant exclusivement de la vente. On trouvera donc à côté des omniprésentes boutiques traditionnelles, les commerces alimentaires de fruits et de légumes, les boutiques de tissus ou autres produits cosmétiques (produits de beauté), les boutiques de vente de produits d'entretien...

De sorte que malgré la part de subjectivité inhérente à toute entreprise de ce genre, nous avons abouti au regroupement présenté dans le tableau qui suit :

tableau n° 19 : Relevé et typologie des activités de la médina

type d'activité	nombre	en % du ss secteur	en % du total
<b>COMMERCES</b>			
boutiques traditionnelles	97	56,4	31,8
alimentation (tables + étals)	55	31,9	18,0
textiles	7	4,1	2,3
produits de beauté	4	2,3	1,3
autres commerces	9	5,2	3,0
<b>total commerces</b>	<b>172</b>	<b>100</b>	<b>56,4</b>
<b>ARTISANAT</b>			
* de fabrication			
alimentation	21	28	6,9
textiles et cuirs	30	40	9,8
- tailleurs 23			
- tapissiers 3			
- cordonniers 4			
bois et métal	24	32	7,9
- menuisiers 15			
- bijoutiers 9			
<b>total fabrication</b>	<b>75</b>	<b>100</b>	<b>24,6</b>
* de services			
réparations diverses	22	37,9	7,2
blanchisseurs	17	29,3	5,6
coiffeurs	13	22,4	4,3
autres	6	10,3	1,2
<b>total services</b>	<b>58</b>	<b>100</b>	<b>19</b>
<b>total artisanat</b>	<b>133</b>		<b>43,6</b>
<b>total artisanat + services</b>	<b>305</b>		<b>100</b>

Source : Enquêtes personnelles, août-septembre 1992

### III.3 - Importance et diffusion dans l'espace

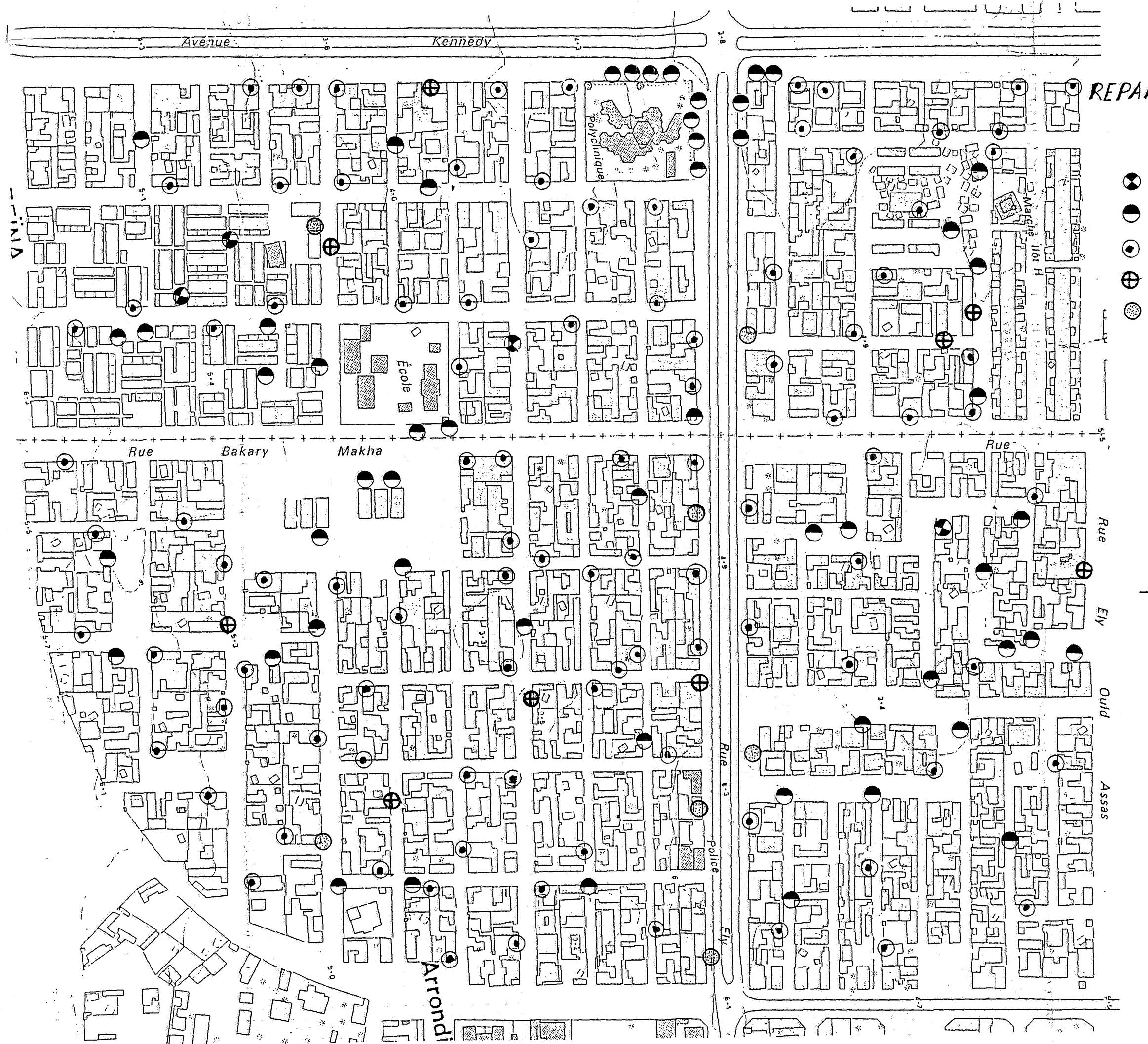
Le tableau de la répartition des activités de la médina montre leur importance numérique ainsi que leur diversité. Au total, 305 unités allant du minuscule étal, à la petite unité de fabrication ou de réparation, utilisant une technologie rudimentaire, mais pouvant par ailleurs employer de 1 à 3 personnes. Ce chiffre minimise en réalité l'occupation au travail dans la médina, puisqu'il ne prend pas en compte les effectifs des deux marchés (vaisselle et poissons) qu'elle abrite. Ceux-ci accueillent aujourd'hui, entre 150 et 200 commerces sédentaires et ont par le passé, longtemps rayonné sur une partie importante de la ville, du fait de leurs spécialisations très prononcées. Mais, l'un comme l'autre de ces marchés connaît actuellement des difficultés, visibles à travers une attraction moins forte certains jours de la semaine.

Les hangars construits en 1980 pour accueillir les marchands de vaisselle, sont depuis longtemps désertés et les minuscules boxes restent désespérément vides, faute d'avoir respecté le système d'organisation socio-spatial à la base de ce type de commerce.

Les résidus de commerces qui subsistent, s'éparpillent au pourtour de cet équipement désaffecté, principalement le long du mur d'enceinte de l'école V.

Pour le marché de poissons, les difficultés tiennent d'une part à la vétusté de son lieu d'implantation et d'autre part, au ravitaillement de plus en plus fréquent des populations, directement à la plage des pêcheurs. Cette pratique, rendue possible grâce à la diffusion des moyens de conservation (réfrigérateurs et congélateurs; même si tout le monde n'en dispose pas, il suffit qu'un voisin ou un parent en possède, pour rendre service à plusieurs ménages), permet un approvisionnement à un moindre coût, compte tenu de l'élimination des intermédiaires-revendeurs de la place du marché.

Hormis ces deux points de regroupement, les activités dans la médina se répartissent de façon éparses pour couvrir tout son territoire. Nous avons pu dresser une carte de leur distribution dans le quartier. Outre la dissémination des petits commerces, partout présents dans le paysage de la médina, elle révèle parfois des concentrations qui procèdent à un regroupement corporatif de certains corps de métiers. C'est ce qu'on observe pour les tailleurs, rassemblés derrière la polyclinique, dans une dizaine de "boutiques" alignées des deux côtés de la rue. Il en est de même pour les garages automobiles que l'on retrouve principalement au sud de la médina, dans un rectangle allant de l'escadron de la gendarmerie, à la station-service BP, à l'entrée des jardins maraîchers.



# REPARTITION DES COMMERCES (Vente uniquement)

- produits de beauté
- alimentation (étals + tabliers)
- boutiques traditionnelles
- autres commerces
- textiles

20m





## REPARTITION DES ARTISANATS

- alimentation
- △ blanchisseurs
- ▲ Garages et diverses réparations
- ▽ coiffeurs
- ◇ textiles et cuirs
- ◆ autres artisanats
- ◆ bois et métal

20m



Mais, de façon générale, il semble que l'influence de la localisation sur l'activité soit peu prise en compte. Tout au plus, on cherche à s'affranchir de certaines contraintes en choisissant de préférence un lieu d'exercice proche du domicile, et éviter ainsi les longs trajets quotidiens. Les artisans interrogés à ce sujet, nous ont répondu avec des propos lourds de signification et procédant d'un fatalisme et/ou d'une foi islamique solidement ancrée : "*où que tu puisses t'installer, c'est Dieu qui tient la marche des affaires...*". Le sens énigmatique de cette phrase semble s'éclairer, lorsqu'on la met en parallèle avec cette autre : "*le meilleur endroit, c'est là où il y a ta chance...*" On le voit, outre la recherche de proximité entre lieu d'habitat et lieu de travail, il semble y avoir une relative indifférence à la localisation qui conduit à s'installer là où il y a de la place, mais de préférence, à côté de chez-soi. Cela est particulièrement vrai des tailleurs.

Sur la cinquantaine de couturiers qui exercent derrière la polyclinique, seuls trois habitent en dehors du quartier, non loin de là, dans la cité voisine de la SOCIM. Le reste habite le quartier, et parmi eux, 26, soit 52% résident dans un rayon de 200 à 300 mètres autour de leurs ateliers. Pour les 21 autres, c'est la même habitation qui abrite à la fois leur domicile et leur lieu de travail. Il faut voir là, la minimisation des dépenses à affecter aux transports, si ce n'est la possibilité de prolonger les heures de travail, en cas de forte demande, tout en veillant aux sollicitations de son ménage. Cette logique disparaît lorsqu'on considère l'activité des commerçants qui choisissent toujours en priorité les endroits les plus fréquentés pour s'installer.

### 3.1 - La prédominance des petits commerces maures

La typologie des activités de la médina révèle la prédominance des petits commerces qui assurent la quasi-totalité du ravitaillement de proximité des médinois. A eux seuls, ils représentent plus de 56% de l'ensemble des activités recensées. Cette proportion s'élève encore et atteint près de 65%, lorsqu'on prend en compte les commerces alimentaires nécessitant une part de fabrication, et dont l'extension, ces dernières années, traduit un début de changement dans les habitudes et les modes d'alimentation.

La restauration, pratiquement inexistante, il y a encore peu de temps, connaît un début de fréquentation, même si elle reste limitée à une catégorie spécifique de populations : les jeunes célibataires ou plus fréquemment, les expatriés des pays voisins qui perpétuent les usages assez répandus chez-eux.

De fait, les populations nouakchottoises privilégiennent de plus en plus les produits pré-cuisinés tels que le couscous de mil, le couscous de blé ou leurs variantes : le "N'gommou (lire N'gommou), le "tchiaakiri" ou le "Aïch qui entrent dans la préparation des repas et restreignent les corvées à la simple cuisson des soupes qui les accompagnent. Ce commerce, essentiellement tenu par des femmes Haratines, Poulaar et Wolof, s'organise autour de la visite régulière d'une clientèle constituée, et ce n'est qu'après leurs tournées, que les commerçantes s'installent sous les lampadaires au bord de la route, pour écouler le reste de leurs produits.

Les facilités d'approvisionnement en farine de mil ou de blé (sur les marchés ou chez un meunier) et de préparation,

attirent de nombreuses femmes qui trouvent dans cette activité, une façon remarquable d'exprimer leur savoir-faire, en même temps qu'elles acquièrent grâce aux revenus procurés, une autonomie vis à vis d'époux pas toujours attentionnés ! Les ventes journalières rapportent entre 200 et 300 UM de bénéfice net et permettent lorsque l'on s'y consacre sérieusement de disposer d'un revenu mensuel correct au regard du niveau de vie général des populations de la ville : de 6000 à 9000 UM, l'équivalent du salaire d'un employé subalterne de la fonction publique. La fluctuation des commandes et les risques de mévente ne constituent pas un souci majeur, puisque le produit frais non écoulé peut être séché puis revendu ou, au pire des cas, broyé et transformé en aliment pour bétail.

Mais, l'élément caractéristique de cette infrastructure commerciale reste la boutique traditionnelle, omniprésente dans tout le quartier et même au cœur des zones résidentielles de standing. Plus de 56% des commerces est constitué de ces boutiques, sortes de mini-supermachés qui forment un équipement de première importance, dans les mille et une courses fractionnées qu'effectuent les résidents des quartiers populaires. Sur les 172 commerces enregistrés en médina (dont 97 boutiques), seuls 38 (dont 9 boutiques) sont tenus par des noirs, le reste étant entre les mains de petits commerçants maures.

L'activité de ces boutiques ne procède d'aucune spécialisation, puisqu'on y trouve tout ce qui est susceptible d'être rapidement écoulé. La spécialisation devient effective aux abords du grand marché, sur l'avenue Kennedy. Aux minuscules boutiques (de 12 à 15 mètres carrés), se substituent des installations de tailles plus importantes (de 20 à 30 mètres carrés), assurant un commerce de sémi-gros. En janvier 1991, nous avons effectué le relevé des articles vendus par l'une des boutiques de la médina :

## Inventaire des articles d'une boutique de la médina

	quantités	prix unitaires
		(en UM)
<b>Alimentation</b>		
sucré	150 kg	100
riz	100 kg	60
pâtes	50 kg	50
huile	200 l	90
farine	50 kg	40
thé	50 kg	90
eau minérale, café, conserves biscuits, bonbons, oignons, boissons sirops, etc...		
<b>produits manufacturés</b>		
savon	cigarettes	cassettes
piles	cahiers	stylos
lessive	bougies	enveloppes
insecticides	clous	cirages
etc...		

Dix neuf mois après notre premier passage, soit en Août 1992, nous retrouvions à peu près les mêmes articles, dans des volumes quasiment identiques. A côté des produits d'épicerie (riz, sucre, thé, lait, huile, conserves, boissons etc...), on trouve des produits de quincaillerie, papeterie, droguerie... en somme, toute l'alimentation non périssable ainsi que toute une gamme de produits manufacturés d'usage courant.

La marchandise y est redistribuée jusque dans le plus petit détail, pour répondre au niveau de la consommation des populations. Le sucre est vendu en morceaux, le beurre en tranches, la boîte de tomate à la cuillérée; avantage certain pour le consommateur, mais aussi pour le commerçant qui augmente ainsi substantiellement sa marge bénéficiaire. Un exemple pour démontrer le caractère lucratif de ce type de vente : la tablette de beurre achetée chez le grossiste ou le sémi-grossiste du marché 60 UM, sera découpée en 15 ou 20 tranches revendues 5 UM l'une. C'est donc un bénéfice de 25 à plus de 60% qui sera réalisé sur la vente au détail de la tablette, ce qui explique que rares sont ceux des boutiquiers du quartier qui acceptent de revendre la tablette entière.

Ce petit exemple donne une idée des revenus pouvant être tirés de cette activité. Selon les informations recueillies, toutes dépenses déduites, une boutique peut assurer un revenu de l'ordre de 10 000 à 15 000 UM/mois. Mais c'est c'est sans compter avec la forme d'exercice de cette activité, qui implique une redistribution de ces gains entre plusieurs personnes. Car, s'il s'avère généralement facile d'identifier le (ou les) gérant(s) de la boutique, il devient quasiment impossible d'en connaître le propriétaire. En effet, deux ou trois personnes se relayent entre 6 heures et 1 heure voire 2 heures du matin, pour assurer en continu, le fonctionnement de l'établissement.

La compréhension de cette forme d'exercice est à rechercher dans les liens forts de solidarité qu'entretiennent entre-eux, les membres d'une même parenté ou d'une même tribu. Il nous a semblé après divers entretiens obtenus, détecter l'existence d'un réseau commercial fortement structuré, reliant le commerçant de gros de la place du marché, au petit boutiquier de quartier, ce dernier ne constituant qu'un des maillons d'une vaste chaîne de distribution. En procédant à la multiplication des implantations dans

les quartiers, le "patron" participe par la même occasion, à la solidarité familiale et tribale, en recourant, pour la gestion de ces sortes de succursales aux services des frères, cousins et autres relations dans sa communauté.

Il arrive aussi que cette solidarité s'exprime au travers d'une aide consentie sous forme d'un legs de marchandises, destiné à soutenir le démarrage d'une activité. De sorte que malgré le niveau relativement élevé des ressources tirées de cette activité, la redistribution ou le remboursement de l'emprunt ramènent les gains réels à un niveau beaucoup plus faible, de l'ordre de 6000 à 7000 UM/mois.

L'importance des boutiques et, plus généralement des points de vente sédentaires, ne se limite pas uniquement à leur rôle économique. Au contraire, leur présence affecte toute l'organisation de la vie sociale du quartier, car à travers leur fréquentation assidue, naissent et se développent de solides liens sociaux. Certaines traduisent le niveau de confiance élevé dans les rapports qu'entretiennent les populations avec leur boutiquier.

Nous avons été frappés par la pratique qui consiste, pour nombre de femmes du quartier, qui, de crainte d'un gaspillage trop rapide, à venir lui confier leurs dépenses de la semaine ou du mois, pour éviter toute tentation et être sûre de pouvoir le récupérer en temps utile. Que dire également des dépôts fréquents de trousseaux de clefs auprès du boutiquier ? Cela permet, en cas d'absence prolongé, à un éventuel visiteur (le plus souvent des habitués qui font presque partie de la famille), de pouvoir en disposer et d'attendre à l'intérieur. Mais il est une pratique qui reflète le mieux le rôle social tenu par les boutiquier, c'est celle du crédit.

La fragilité et l'irrégularité (il peut également s'agir d'une régularité, dans le cas d'un traitement mensuel, versé seulement à la fin de chaque mois) de certaines sources de revenus, obligent nombre de ménages à recourir au crédit gratuit octroyé par le commerçant pour l'achat de marchandises. Indépendamment de son aspect "outil de fidélisation", remarquablement exploité par le boutiquier pour accroître sa clientèle, il intervient pour certains, comme seule façon de "joindre les deux bouts", en jouant sur les échéances et les montants des remboursements à effectuer. Ces situations échappent rarement au commerçant qui tentera, en réduisant pour leurs auteurs, les facilités traditionnellement accordées, de limiter leurs effets sur son activité.

Mais en règle générale, celui-ci observe un minimum de précautions allant de la connaissance du lieu d'habitation, à la nature de l'activité exercée, de sorte qu'en cas de non-règlement de la dette à temps, il puisse, lors d'une visite au domicile ou sur le lieu de travail, réclamer son acquittement. Dans les normes, et au terme d'un accord tacite entre les deux parties,, le règlement des sommes dues intervient, soit en fin de semaine, soit plus fréquemment, en fin de mois pour les salariés, premiers bénéficiaires de ce système.

Les comptes sont tenus sans grand soin dans un cahier, où sont simplement repertoriés, les nom de famille et la liste des articles cédés, sans aucune référence ni à la date, ni à l'identité précise de l'emprunteur pour les familles nombreuses. Aussi, des conflits naissent-ils du fait de cette comptabilité hasardeuse, qui s'appuie plus sur l'honnêteté de la clientèle que sur une rigueur dans la gestion des flux de marchandises. Mais, ceux-ci sont toujours réglés à l'amiable et en faisant appel au bon sens de chacun, pour garder et consolider les liens autour d'un mode de fonctionnement qui, finalement, arrange tout le monde.

Toutefois, cette pratique très répandue du crédit dénature quelque peu l'organisation des circuits de ravitaillement, qui en d'autres circonstances, auraient eu tendance à se former en fonction du rapport classique qualité/prix. Or, on assiste ici au respect d'une sorte de contrat moral qui lie les commerçants aux acheteurs et limite leurs points d'achats à un strict minimum, c'est à dire généralement à une seule boutique du quartier, qu'ils fréquenteront régulièrement. Ainsi, plus que quiconque dans le quartier, le boutiquier acquiert une connaissance approfondie des situations et des habitudes sociales, et devient lorsque les années se prolongent, sa mémoire vivante, capable de reconstituer les trajectoires, les événements qui ont rythmé la vie du quartier.

Outre l'importance des boutiques traditionnelles, il convient également de noter la part conséquente tenue dans le quartier par les tabliers et étalages divers : 32% de l'ensemble des commerces. Il s'agit de véritables micro-commerces installés aux coins des rues, à l'entrée des habitations. Celles-ci sont pratiquées, non pas pour réaliser des profits substantiels, mais, pensons-nous dans le but d'une part de maintenir une certaine forme d'activité, si l'on en juge par les motivations invoquées et les modestes ventes réalisées : de 120 à 125 UM/jour. *"J'étais manoeuvre dans une fabrique de briques à Sebkha. Elle a fermé parce qu'il n'y avait plus de travail. Je cherche une autre place de manoeuvre et en attendant, je fais ce petit commerce pour ne pas rester sans rien faire"*. Elles sont d'autre part, exercées par beaucoup de femmes et de personnes âgées, pour sembler-t-il échapper à l'ennui des journées monotones : *"En dehors des heures de travail à la maison, on se retrouve à ne rien faire. Pourquoi ne pas alors profiter de ce temps libre pour acheter quelques produits et tenter de les revendre au détail..."*.

Ces témoignages, représentatifs de nombre de situations rencontrées, expriment le besoin que ressentent les personnes adultes à être toujours en activité. Rester à ne rien faire

est à leurs yeux, signe d'immaturité et d'irresponsabilité au regard du rôle qui leur revient dans l'éducation des plus jeunes. Peut-on exhorter un adolescent au labeur, lorsqu'on déroge soi-même à l'observation stricte de cette discipline individuelle ?

le premier témoignage explique par ailleurs les énormes difficultés que rencontrent les analphabètes à se forger une situation professionnelle durable. Que faire en effet lorsqu'on est sans qualification et qui plus est dans un environnement professionnel où même les diplômés peinent à s'insérer ? Le seul recours possible reste alors un ensemble de métiers qui ne nécessitent aucune formation, ni qualification professionnelle : manoeuvre, gardiens, tablier etc...

Dans la décennie 1975-1985, le développement des constructions et la multiplication des chantiers avaient permis d'occuper nombres de personnes qui aujourd'hui, connaissent une situation difficile. Une des alternatives qui s'offre à cette catégorie de populations, pour échapper à ce sous-emploi chronique, réside dans le démarrage d'une activité, en attendant une solution meilleure. Et, dans un pays de tradition commerciale séculaire, le commerce plus que toute autre activité, remporte la faveur des sans-emploi. Quoi de plus simple en effet que de se procurer une boîte de biscuits, quelques bonbons ou alors quelques cigarettes et des allumettes, pour qu'avec une caisse retournée, on se mette à son compte !

Si comme nous le signalions, cette activité, dans la majorité des cas, représente une solution d'attente, elle s'apparente parfois pour certaines personnes, à une sorte d'apprentissage intense, avec comme seul objectif de pouvoir un jour ouvrir une boutique. Les exemples de notables, encore vivants et ayant réussi à construire une fortune colossale à partir de petits commerces,

abondent et continuent d'entretenir le mythe du petit tablier devenu au fil des années un riche commerçant dont les affaires prospèrent.

A cet engouement profond des populations maures pour les métiers du commerce, répond celui non moins prononcé des populations noires pour les emplois artisanaux.

### **3.2 - Une pléthore de petits artisans**

Nous avons repéré 133 unités artisanales, comprenant à la fois, la petite entreprise utilisatrice de main-d'œuvre (menuiserie, tapisserie...), l'artisan isolé exerçant devant son domicile ou encore un ensemble d'artisans regroupés en ateliers (tailleurs, coiffeurs, garagistes...). Hormis les neuf bijoutiers maures recensés, l'ensemble de ces professions regroupe une population exclusivement noire, comprenant une forte proportion d'étrangers, notamment dans les métiers de la réparation automobile (Sénégalais), de la coiffure et de la restauration (Guinéens et Maliens) et dans une moindre mesure, de la couture.

La permanence de structures sociales rigides qui réservent la pratique de certains métiers à des catégories spécifiques d'hommes, perpétue une vision du travail qui cloisonne les autochtones dans un champ restreint de possibilités. Cela est aussi vrai des populations maures que des populations noires, même si ces dernières démontrent un esprit d'initiative et un sens pratique plus développés pour affronter une conjoncture de plus en plus difficile.

Pour ces petits producteurs de biens ou prestataires de services, l'activité s'apparente à un combat permanent, pour assurer dans une concurrence impitoyable, des revenus, sinon faibles, du moins juste suffisants pour entretenir un ménage restreint. Parce que la clientèle est irrégulière et souvent à la limite de la solvabilité, la production s'effectue en petites quantités, au rythme du niveau de la demande. Les stocks de matières premières sont rares, excepté les périodes de travail intense pour honorer une commande. En dehors de celles-ci, beaucoup souffrent d'une mévente de leurs produits, ce qui les constraint quelques fois à les brader ou à interrompre leur activité, faute de moyens financiers.

Les ventes épisodiques d'articles exposés ne permettent pas des rentrées d'argent suffisantes; aussi, seule une commande passée redonne-t-elle à l'artisan l'espoir de gains certains. Cependant, même dans ce cas, il subsiste toujours une incertitude, car entre une avance sur le prix convenu et le retrait de la commande après acquittement de la totalité des sommes, il s'écoule généralement une longue période. Il arrive même qu'une commande passée ne soit pas retirée. Dans ce cas, l'artisan cherchera, en procédant à sa revente, à limiter les préjudices de comportements qui, très souvent, accroissent ses difficultés. Cela est vécu par les tailleurs et les menuisiers.

### **3.2.1 Les métiers de la couture**

Les ateliers de couture représentent 17% des unités artisanales recensées dans la médina. Ce chiffre dissimule cependant l'importance des effectifs qu'emploie cette branche d'activité, compte tenu du fait que jamais nous n'avons observé une occupation individuelle d'atelier par un tailleur. La règle est ici, le

regroupement systématique de quatre, cinq voire six couturiers dans des locaux minuscules de moins de 15 mètres carrés. Cela permet d'une part de limiter les dépenses consacrées au loyer, en même temps qu'il permet aux nouveaux de profiter d'une clientèle établie pour pouvoir démarrer sans gros handicaps. C'est l'occasion aussi pour les anciens et/reconnus, de disposer en permanence d'équipes de secours, en cas de surcharge de travail.

Au total, cette profession regroupe près d'une centaine de "petits patrons", répartis en 23 ateliers, disséminés en petits groupes sur toute l'étendue de la médina. Cette présence massive est liée à l'importance accordée aux vêtements par la composante noire et plus particulièrement par les femmes. Celles-ci restent, du point de vue de l'habillement, plus attachées à la tradition et portent donc plus de camisoles et de boubous que les hommes, tiraillés entre l'exigence du port obligatoire du pantalon et l'attachement à une tenue vestimentaire traditionnelle<sup>(1)</sup>.

Si dans la pratique des grandes entreprises de couture, l'activité opère une dissociation entre la coupe et la confection, le tailleur ici, cumule toutes les tâches, y compris les travaux de finitions et de retouche (repassage, couture des boutons ou montage des fermetures...). Quelques fois, ces menus travaux sont confiés à l'apprenti, lorsque la charge s'alourdit ou à l'inverse, le manque de travail permet au "maître" de garder un œil sur l'occupation de celui-ci.

Chaque client apporte son tissu au tailleur qui, de son côté, fournit tous les accessoires (fils, boutons, fermetures éclair...). Les prix varient d'un atelier à un autre et selon les modèles

---

<sup>(1)</sup> : Le port du boubou au travail a en effet été interdit il y a quelques années, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il a disparu. Au contraire, on assiste à la mise en pratique de tout un ensemble de ruses qui tendent à alléger cette contrainte, comme par exemple le rangement dans un tiroir du bureau d'un boubou que l'on portera avant même de quitter le lieu de travail.

commandés. Plus un modèle est à la mode, plus il est cher et les prix grimpent rapidement pour atteindre parfois jusqu'à 10 000 à 15 000 UM voire plus, lorsque le client désire par exemple une tenue brodée. Si bien que malgré les difficultés qu'ils rencontrent, les tailleur se plaignent dans l'ensemble moins que beaucoup d'autres. Ils expriment parfois même une certaine satisfaction lorsque la demande en périodes de fêtes les oblige à pratiquer des journées de 15 à 18 heures.

Six parmi les 29 personnes rencontrées avouent même ne pas arriver à satisfaire une partie de leur clientèle, notamment celle masculine, tant la pression des femmes est forte. "*Si cela continue, je finirai par oublier comment couper un pantalon d'homme*", nous a confié l'un d'entre-eux, non sans une pointe d'humour. Cependant, ceux-là ont conscience de vivre une situation privilégiée, au regard d'une part des incertitudes liées à leur profession et d'autre part, à l'intense activité des couturières à domicile, dont la ténacité aboutira certainement à une éclosion prochaine, ce qui ne manquera pas de fragiliser davantage un secteur dont elles constituent le principal support.

#### **\* Intensité du travail féminin à domicile : vers un regroupement coopératif**

Sur les 23 ateliers de couture recensés, tous assuraient un service mixte s'adressant aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Aucun parmi eux n'utilisait une main-d'œuvre féminine, même à des tâches pour lesquelles elles paraissent mieux outillées, pour répondre à une demande en constante évolution et émanant principalement d'elles. Ce n'est pourtant pas faute d'un savoir-faire,

puisqu'elles le prouvent au quotidien, à travers une pratique certes "intérimaire", mais tellement répandue qu'elle passerait inaperçue.

L'exercice de cette activité à domicile, très forte et s'appuyant sur un réseau d'amitié et de voisinage, intervient plus comme un échange de services que dans un but purement lucratif. Il n'empêche que certaines, parce qu'elles sont parvenues à des résultats comparables à ceux des meilleurs couturiers de la ville, y consacrent du temps, pour espérer en tirer des revenus conséquents. *"Ma machine me rapporte entre 7000 et 10 000 UM par mois..."*. Cela peut paraître justifié et somme toute raisonnable, si notre interlocutrice ne poursuivait pas ainsi : *"si je passai mes journées à coudre, je gagnerai plus que beaucoup de fonctionnaires...mais avec les enfants et les charges de la maison, je ne trouve que rarement le temps libre, au mieux, deux à trois heures par jour, entre 15 heures et 18 heures"*.

On s'aperçoit en écoutant ces paroles de l'importance des sommes pouvant être réunies, pour peu que les heures effectives de travail atteignent cinq à six heures par jour. Mais c'est sans compter avec le poids des multiples occupations domestiques, si ce n'est la réticence que manifestent encore beaucoup d'époux, à l'égard de tout emploi qui conduirait leurs épouses hors de la maison.

Certaines femmes arrivent pourtant à s'affranchir de ces contraintes et, depuis deux ans, des exemples d'ateliers féminins (tenus par des femmes et s'adressant à une clientèle exclusivement féminine) ont vu le jour dans d'autres quartiers, mais restent encore en nombre très limité. Nous avons pu observer l'un d'entre-eux, situé au Ksar et employant quatre femmes, dans un cadre coopératif, où chacune affine ses connaissances au contact des autres. Malgré une existence peu ancienne et une localisation pénalisante (au sein du quartier et vis à vis du reste de la ville), le volume de travail est tel qu'un regroupement plus large et une multiplication des points

d'activité sont envisagés, si l'on en croit les déclarations de la présidente Awa Dieng : "*Nous avons du travail pour beaucoup de femmes ici, mais il faut arriver à les convaincre de sortir de chez elles. Tant qu'elles resteront à la maison, elles n'avanceront pas et ne continueront à gagner que des miettes...*". Ce début d'organisation témoigne de la volonté de nombre de mères au foyer à se prendre enfin en charge, quitte pour cela à rompre avec de vieilles règles dont la transgression est parfois perçue comme une offense à l'adresse de tout l'entourage. Mais, le travail de sensibilisation entrepris par des groupes encore très restreints finira sans nul doute par produire ses effets et, il est à parier que ce secteur de la couture constituera dans un avenir proche un réservoir inépuisable pour l'emploi féminin.

### **3.2.2 - Les métiers de la réparation**

La résidence en ville fait naître des désirs nouveaux de consommation de biens dont la possession reste liée à une image urbaine. Radios, télévisions, automobiles entrent dans cette catégorie de biens d'équipement dont la présence dans le quartier induit nécessairement l'ouverture de lieux d'entretiens et de réparations. Comme le constatait Milton Santos, "achetés neufs ou souvent d'occasion, ils demandent des réparations constantes dans des ateliers de petites dimensions, avec les ressources localement disponibles, auxquelles il faut ajouter la capacité d'invention des mécaniciens autodidactes...".

Ainsi, les ressources des possesseurs de ces biens ne leur permettent pas de fréquenter les ateliers "modernes" des vendeurs qui, le plus souvent d'ailleurs ne dispensent pas de service après-vente. Ils ont alors recours aux réparateurs du quartier. Nous

avons relevé 22 unités de réparations comprenant 6 ateliers de dépannage radios et télévisions, 3 horlogeries, 5 ateliers de réparation de réfrigérateurs et climatiseurs ainsi que 8 garages automobiles.

Si pour les deux premières professions, le recrutement de la clientèle s'effectue majoritairement parmi la population du quartier, il n'en va pas de même pour les garages automobiles et les ateliers de froid. Ceux-ci s'adressent à une clientèle beaucoup plus vaste et souvent issue des quartiers aisés. Le faible taux de motorisation des populations médinoises (environ une voiture pour 100 à 150 ménages) et l'équipement peu fréquent des habitations en climatiseurs (ce sont les ventilateurs qui sont ici le plus utilisés), ne permettent pas de garantir à ces ateliers une activité soutenue. C'est pourquoi, ils répondent principalement à une demande extérieure, pour l'essentiel en provenance des quartiers résidentiels.

Un peu à l'image de ce qui a été constaté pour les ateliers de couture, ces lieux d'activité se répartissent de façon lâche sur tout le quartier, avec toutefois, une préférence pour le sud de celui-ci. Il faut voir là, la contrainte qu'imposent ces métiers de disposer de vastes espaces. On trouve dans cette partie de la médina, des lots non encore mis en valeur, ce qui permet aux garagistes de s'installer sur des superficies de 180 à 225 mètres carrés.

Le faible niveau d'équipement, la vétusté de locaux presque misérables, caractérisent des lieux de travail souvent encombrés et débordant sur l'espace public environnant. A l'intérieur (il faut comprendre à l'intérieur de l'enceinte des murs, si elle existe), les hommes s'affairent en usant de toutes les astuces pour satisfaire les clients. Aussi, n'est-il pas rare de voir une soudure remplacée par un collage ou un simple cordage. La rareté des pièces de rechange conduit fréquemment à leur forgeage sur

place, lorsqu'elles ne sont pas récupérées, nettoyées, limées pour être adaptées, puis réutilisées.

### **3.2.3 - Les métiers du bois et du métal**

C'est un secteur qui a connu par le passé un fort développement grâce à l'explosion du marché de la construction, entre 1975 et 1985. Produisant à la fois, des portes, des fenêtres, des lits, des banquettes, des tables, des chaises et des armoires, principalement sur commande, ce secteur est resté longtemps prospère puisqu'il ne subissait aucune concurrence de produits d'importation.

L'évolution des goûts et l'aspiration de certaines couches sociales à un niveau de confort convenable, ont pendant longtemps soutenu l'activité de cette profession qui comprenait essentiellement de "petits patrons" Sénégalais. Ceux-ci ont pu, grâce à une maîtrise technique du métier et à leur nombre limité, mener une existence correcte avec des revenus atteignant parfois 30 000 à 40 000 UM par mois. Aujourd'hui, cette activité est en pleine récession du fait d'une part du ralentissement que connaît le secteur de la construction et d'autre part, à cause de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, consécutivement à l'expulsion des Sénégalais, après les violents troubles de 1989 et 1990.

Après une interruption totale de leurs activités, seules 7 des 15 ateliers installés dans la médina ont repris une activité intermittente et qui de surcroît doit désormais faire face à une importation de produits étrangers, en provenance du Maroc et de l'Espagne. C'est pourquoi, le salariat dans ce secteur, qui montrait

des signes d'envol il y a quelques années est en net recul au profit du travail familial et de l'apprentissage, très répandu dans cette branche.

Sur les sept ateliers en activité, nous avons compté dix-neuf apprentis, soit près de trois par atelier. Ceux-ci, très jeunes (âge compris entre 14 et 20 ans) et souvent issus du cercle de parenté ou d'amitié du patron, sont initiés au métier par l'attribution au départ de tâches subalternes (commissions, manutentions, nettoyage etc...) qui évolueront petit à petit vers de petites réparations (assemblages, soudures etc...).

Durant leur période d'apprentissage (période qui peut s'étaler sur une dizaine d'années), ces adolescents restent à la charge de leurs familles, puisqu'ils ne disposent d'aucune rémunération. Tout au plus, ils bénéficient de la gratuité du repas de midi offert par le patron, auquel s'ajoute une récompense hebdomadaire d'environ 200 à 300 UM. Un des patrons que nous avons rencontrés justifie ce mode de fonctionnement par la gratuité de la formation qu'ils dispensent, ce qui, de son opinion, correspond à une sorte de compromis, compte tenu des avantages liés à la disposition d'une main-d'œuvre sans frais. Il met également l'accent sur l'importance des liens entre lui et ses apprentis car dit-il, *"c'est toute l'organisation du travail qui souffre s'il n'y a pas une bonne entente entre tout le monde... Moi, je travaille mieux avec les enfants que je connais, car je peux les considérer comme mes propres fils... cela me permet plus d'autorité envers des jeunes qui sont souvent très difficiles..."*(D.G, 46 ans).

Il est vrai que les liens qui se nouent au sein de l'atelier revêtent une importance capitale, puisque d'eux, dépendront d'abord le bon déroulement de l'apprentissage et ensuite, le passage du statut d'apprenti-ouvrier à celui d'artisan-entrepreneur. Trois des sept patrons exerçant dans la médina, sont passés par cette filière de

l'apprentissage. Leurs trajectoires se confondent et ont toutes consisté au départ à emprunter quelques outils (scie, rabot, tenailles...) pour s'occuper, en dehors des heures de travail, à de menues réparations qui permettent d'améliorer l'ordinaire. Les sollicitations de l'entourage affluent, en même temps que s'acquiert le savoir, ils n'ont pas hésité à franchir le pas pour s'installer à leur propre compte.

Toutefois, un seul parmi eux semble réellement s'en sortir aujourd'hui. Les affaires prospèrent au point qu'il a récemment été obligé d'embaucher deux ouvriers, seule façon de faire face à l'équipement d'un collège dont il vient d'enlever le marché. Ces atouts par rapports aux autres semblent résider dans une longue période d'apprentissage (14 ans) qui lui a permis, grâce à l'apprentissage parallèle des rouages cachés du métier, de se constituer une vaste clientèle, qui, même lorsqu'elle change de lieu de résidence, reste le plus souvent fidèle à son artisan.

### **III.4 - La formation des prix**

En l'absence de toute forme de regroupement qui faciliterait la fixation et le contrôle de leur stabilité, les prix des produits et le coût des prestations de services à Nouakchott connaissent une fluctuation qui se traduit par une légère hausse, lorsqu'on passe des quartiers populaires aux quartiers huppés. Cela est aussi vrai des services que des produits, y compris ceux soumis à un contrôle (riz, sucre, thé) et toujours sous monopole de la SONIMEX. Les écarts de prix sont variables d'un quartier à un autre, et une hausse de 10% sur les prix officiels est monnaie courante en ce qui concerne par exemple le commerce du thé ou du sucre.

En revanche, pour les produits artisanaux, des différences de prix apparaissent, non pas au travers des quartiers, mais en fonction principalement du mode d'achat. Pour ces produits en effet, le choix s'offre au client entre un achat classique chez un revendeur et une commande passée chez le fabriquant. Pour le premier cas, le recours à un intermédiaire aura pour effet un gonflement des prix visant à préserver une marge bénéficiaire suffisante, même en présence d'un client rompu aux techniques du marchandage.

Dans le second cas, le fait de se rendre dans un atelier pour passer une commande ou tout simplement acheter un objet, constitue une occasion d'établir des rapports personnels avec l'artisan. Pour celui-ci en effet, la venue d'un client doit lui servir à étendre son savoir-faire auprès d'une population plus large. Il s'attachera donc lors de cette visite, à nouer des relations qui, grâce au soin apporté au travail, mais aussi aux prix pratiqués, le sortiront de son isolement, par la venue d'autres personnes.

De son côté, le client cherchera, par un aveu de fidélité et d'assiduité, à rassurer son fournisseur, de façon à réduire les coûts de fabrication. Il y arrive généralement assez vite, compte tenu des difficultés qu'éprouvent beaucoup d'artisans à s'occuper à plein temps et en continu pendant une longue période. De sorte qu'au fil du temps, les prix pratiqués sont fixés non pas en fonction du travail accompli, mais en tenant compte du type de relations nouées. Le prix devient alors affectif et tend plus à consolider des liens qui aboutiront à de nouveaux parrainages, qu'à se faire rétribuer une quelconque tâche. Aussi, pour le même objet, existe-t-il des écarts de prix importants entre les ateliers, comme il en existe entre ces derniers et les revendeurs. Ces écarts tiennent à la forme de commercialisation, plus avantageuse lorsque l'achat s'effectue directement chez le fabriquant.

Mais plus généralement encore, et en dehors des réseaux structurés de clientèle, la fixation des prix s'individualise pour prendre en compte le statut social de chaque client. En l'absence d'éléments objectifs permettant d'apprecier les niveaux d'aisance, l'artisan procédera, en cherchant à faire payer plus cher celui qui lui paraît le plus riche. Autrement dit, les pris fixés "à la tête du client", sans être la règle, sont une des formes imaginées par les artisans pour semble-t-il récupérer ce que lui doit une société urbaine qui n'a que peu de considération pour cette catégorie de travailleurs.

La logique de fixation des prix se complique encore lorsque la négociation a lieu avec un membre de l'administration : fonctionnaires, forces de l'ordre... La recherche systématique d'alliance au sein de la sphère administrative, conduit l'artisan à plus de largesse à l'égard de personnes dont il juge les responsabilités assez importantes pour espérer en tirer profit. Celles-ci s'en rendent bien compte et ne manquent d'ailleurs pas une occasion de le leur rappeler, surtout dans une ville où toute démarche administrative n'a de chance d'aboutir qu'en faisant jouer au maximum son cercle d'amitiés et de relations.